

Péto-Canada

Je l'ai dit, les grandes sociétés pétrolières qui ont examiné ce genre de proposition avec un immense intérêt seraient prêtes à y souscrire, mais le gouvernement ne s'est pas commis de façon positive, si ce n'est que le ministre des Finances (M. Turner) a déclaré que ce genre de technique n'est pas utilisé. Cette réaction chauvine qui fait que le gouvernement n'utilise que les idées que lui présentent ses propres experts et qu'il ne fait rien de nouveau, ne contribuera pas à bâtir le Canada. Ce n'est pas la bonne réaction à adopter en ces temps nouveaux où les coûts et les taux d'intérêt sont élevés, et surtout où le capital fait défaut, alors que le Canada commence à peine à mettre ses ressources en valeur.

Ce mode de financement présente l'avantage d'accélérer trois ou quatre fois l'utilisation du capital, ce qui permet en quelque sorte, grâce à cette technique rapide de remboursement, d'agir comme si on disposait de trois ou quatre fois plus de capitaux. Si le Canada adoptait cette technique, nous aurions non seulement les centaines de milliards de dollars dont nous aurons besoin pour effectuer les investissements nécessaires d'ici à 25 ans, mais nous pourrions prêter de l'argent à d'autres pays qui en ont encore plus besoin que nous.

Voilà comment j'aimerais voir agir le gouvernement canadien. C'est une formule beaucoup plus alléchante que celle qui consiste à faire payer 2 milliards de dollars aux contribuables l'établissement d'une société, à rassembler un groupe de personnes sans expérience et quelques-unes qui en ont, dans l'espoir que cette société nous fournisse du pétrole dans 15 ou 20 ans. Je soutiens que le nouveau mode de financement proposé à l'industrie donnerait des résultats beaucoup plus rapides et bien moins coûteux. Le coût actuel du pétrole extrait des sables bitumineux est d'environ \$11 le baril. Si l'on procédait comme je le préconise, même en utilisant les propres chiffres des sociétés pétrolières, il ne dépasserait pas \$3 le baril. Le gouvernement fédéral, celui de l'Alberta et tous les autres gouvernements obligent les consommateurs à payer \$11 le baril, alors que si l'on procédait de la façon appropriée, ils pourraient payer \$3 seulement. Voilà l'importance de cette possibilité.

Enfin, j'ai une cinquième possibilité, qui, je crois, aurait été plus profitable aux Canadiens. Elle pourrait être adoptée immédiatement si le ministre des Finances, avec l'appui du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald), disait au gouvernement de cesser de lutter contre les provinces en ce qui concerne la taxation des ressources. L'activité reprendrait dans les provinces. Il ne se passe rien en Colombie-Britannique à cause de cette guerre. Quand la charge fiscale des deux paliers de gouvernement qui s'affrontent est supérieure à 100 p. 100, il ne peut y avoir d'investissement et, dans ces circonstances, il est inutile de demander aux Canadiens d'investir dans ces industries de ressources.

Chacune de ces cinq possibilités serait supérieure aux mesures frauduleuses que nous prenons aujourd'hui en prétendant faire quelque chose. Le seul argument en faveur de ce genre de chose, c'est qu'une demi-douzaine d'autres pays ont des sociétés nationales de ce genre. Deux sénateurs américains en proposent une et d'autres pays en proposent aussi une pour faire comme les voisins. Je pourrais faire une analogie très simple: s'il y a cinq grosses truites dans un ruisseau, tout ce que fera le gouvernement actuel, d'ici à 15 ou 20 ans, ce sera d'ajouter une autre grosse truite. Cela ajoutera-t-il à la richesse du ruisseau? J'en doute et je crois qu'il est à peu près temps de commencer à penser au Canada.

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

Je sais que toute cette affaire a commencé à la suite de querelles marquées au coin de la partisanerie politique. Quand les prix pétroliers ont commencé à s'élever en 1973, le ministre a annoncé que nous ferions nôtres les prix mondiaux. Il s'est soudainement rendu compte par la suite qu'il pourrait s'engager dans une belle bagarre avec la province de l'Alberta en préconisant des prix inférieurs. Lui et le premier ministre (M. Trudeau) ont changé d'avis encore une fois et préconisent des prix supérieurs. Ils se bagarrent maintenant avec l'Ontario. N'est-il pas temps que nous cessions de songer à nous bagarrer avec les provinces pour des motifs politiques et commençons à penser au Canada?

Chacune des autres solutions que j'ai énumérées est raisonnable et réalisable, mais il existe par surcroît une autre solution dont je n'ai pas encore parlé. Nos scientifiques et nos ingénieurs peuvent mettre à notre disposition, pour un coût minime, des formes renouvelables et non polluantes d'énergie aussi vieilles que le monde. La technologie nouvelle pourrait nous permettre de faire un usage courant de ces formes renouvelables et non polluantes d'énergie en moins d'une décennie et à un coût moindre que ce que nous payons actuellement pour le pétrole et le gaz naturel.

Ce sont des petits efforts comme ceux-là qui font que nous nous engageons dans cette voie. Le gouvernement a versé à un particulier une somme de \$54,000 parce qu'il a été assez brillant l'an dernier pour utiliser l'énergie solaire comme source de chaleur. Cela lui a rapporté gros. Imaginez toutes les autres solutions qui affluent sur mon bureau chaque jour. Aux États-Unis, il y a une loi fiscale qui interdit aux entreprises le recyclage de l'huile. Nous utilisons l'huile dans nos automobiles et nous faisons la vidange tous les 2,000 ou 3,000 milles. Depuis quarante ans, nous possédons la technique nécessaire pour purifier cette huile et nous en servir à nouveau. Aux États-Unis, cela représente 1 milliard de gallons par an, et nos lois fiscales interdisent ou limitent le recyclage de ce produit. J'estime que ceux qui réutilisent leur huile devraient bénéficier de déductions fiscales. Nous encouragerions ainsi l'entreprise privée à conserver l'huile.

Je pourrais continuer à énumérer, comme je l'ai déjà fait dans d'autres discours, toute une série de solutions de rechange. Pour moi, Péto-Canada est une trahison du nationalisme canadien et un moyen frauduleux pour essayer de faire croire aux Canadiens qu'ils en auront vraiment pour leur argent. Je suis un nationaliste canadien, mais au lieu de lancer une autre entreprise dans ce secteur, je préférerais que, pour une somme bien moindre, les Canadiens acquièrent toutes les entreprises. Je suis sûr que la majorité des Canadiens sont d'avis que les ressources du Canada doivent leur appartenir, à eux, non à l'État.

● (1540)

M. Maurice Foster (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je me réjouis de l'occasion de participer à ce dernier débat sur le bill de Péto-Canada. Il a certes été long, s'accompagnant de verbiage politique interminable surtout de l'opposition officielle, tant à la Chambre en deuxième lecture qu'au comité qui a tenu près de deux douzaines de réunions. La dernière remarque du député de Qu'Appelle- Moose Mountain (M. Hamilton) selon laquelle la Société Péto-Canada trahit le nationalisme canadien est une des choses les plus absurdes que nous ayons entendues dans ce long débat, car nous savons